

4 Économie

Élaboration du Code des investissements L'appui du FMI

**Georges-Maixent
NTOUTOUME-NDONG**
Libreville/ Gabon

EN séjour à Libreville depuis le 26 septembre 2019, la délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Boileau Yeyinou Loko, chef de mission, a eu, le 2 octobre, une importante séance de travail avec le ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats public-privé, en charge de l'environnement des affaires, Jean-Fidèle Otandault. Cette rencontre a permis au membre du gouvernement d'aborder la situation des projets PPP, les avancées en ma-



Le ministre Otandault lors de la rencontre avec les experts du FMI.

tière de réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, notamment la réglementation ainsi que les activités de l'Agence nationale de la promotion d'investissements (ANPI) et la mise en œuvre du Projet de promotion des investissements et de la compétitivité (PPIC). Aussi, cette institution internationale a-t-elle réitéré sa disponibilité à accompagner le Gabon dans l'adoption d'un Code des investissements. Pour rappel, cette visite du FMI s'inscrit dans le cadre des quatrième et cinquième revues de l'accord triennal conclu le 19 juin 2017.

Projet de numérisation des documents des transports terrestres Quatre entreprises auditionnées

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, a récemment ouvert, à Libreville, les travaux du comité technique du Projet de numérisation des documents des transports terrestres. Prenaient part à cette rencontre, les représentants de la présidence de la République, de la Primature, des départements ministériels en charge de l'Économie, du Budget, de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense nationale, ainsi que des syndicats du secteur des transports.

Dans son allocution, Justin Ndoundangoye a indiqué que "ce projet vise à renforcer les capacités opérationnelles de la direction générale des Transports



Le ministre des Transports, Justin Ndoundangoye, a ouvert les travaux du comité technique du Projet de numérisation des documents des transports terrestres. (Photo de droite) En présence d'experts du secteur et des départements ministériels impactés par le projet.

terrestres, avec la mise en place d'une solution technique comprenant des équipements, des logiciels, des serveurs de numérisation et de production des documents de transports



sécurisés", Outre la migration des actes de transports à travers les services interconnectés, "cette numérisation doit freiner l'évasion des fonds causée

par la contrefaçon des documents et, surtout, permettre de tracer toutes les opérations financières et comptables dont une partie est déviée des caisses de l'État", a encore indiqué

le membre du gouvernement. Avant d'inscrire cette réforme soutenue par les plus hautes autorités du pays, dans le cadre des priorités nationales indiquées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Pour faire aboutir ce projet, quatre entreprises ont été retenues. " Lors de la rencontre organisée par Business France du côté du Sénat français, on avait déjà procédé à l'audition de plusieurs sociétés, notamment belges, marocaines et françaises, qui étaient intéressées par la numérisation des documents de transports. Aujourd'hui, les quatre retenues sont celles qui, à notre avis, présentent plus ou moins des solutions adaptées au contexte gabonais ", a conclu Justin Ndoundangoye.

Zone économique spéciale (ZES) de Nkok

Les représentations diplomatiques en visite d'exploration

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

UNE délégation des conseillers économiques des représentations diplomatiques et organisations internationales accréditées au Gabon a effectué, jeudi dernier, une visite d'exploration à la Zone économique spéciale de Nkok, sur invitation de l'administrateur général, Igor Nyambie Simard.

Après une large présentation vidéo du potentiel et des acquis de la ZES de Nkok, et surtout de son évolution au fil des années depuis sa création en 2010 par le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, les visiteurs ont, par la suite, effectué une vi-



L'AG de la ZES de Nkok, Igor Nyambie Simard, présentant la ZES... Photo de droite : ... aux représentants des missions diplomatiques au Gabon.

site guidée pour se rendre compte des investissements réalisés sur ce site dressé sur une superficie de 1390 hectares. Et également d'autres en cours d'exécution, à l'instar de l'école de formation pro-



fessionnelle qui ouvrira ses portes en 2023 et qui a émerveillé les diplomates. Efstriatos Pegedis, chef de coopération de l'Union Européenne (UE), s'est dit ravi de ce qu'il a vu sur place à Nkok : " C'est une

initiative à encourager. Et l'UE, en tant que partenaire du Gabon depuis plusieurs années en matière de gouvernance et de gestion, voudrait renouer les relations économiques avec le pays et est intéressée par la

filière bois. "

Même réaction positive du conseiller économique de l'ambassade du Maroc au Gabon, Nour Eddine Fassi, pour qui la ZES de Nkok n'est que la matérialisation d'une vision. "Beaucoup d'entreprises sont installées et engagées sur le terrain. C'est un vaste projet qui s'est mis en place progressivement et sûrement avec beaucoup d'avenir, de promesses et d'opportunités pour les entreprises", a-t-il souligné. Avant de promettre de faire la promotion de la ZES de Nkok auprès des entreprises marocaines, qui voudraient venir investir au Gabon, surtout dans le secteur bois.

Brèves

Côte d'Ivoire/ KKO international lève 2,5 milliards de francs pour financer ses activités dans le cacao

Le groupe belge KKO International actif dans la culture intensive de cacao en Côte d'Ivoire, a annoncé hier dans un communiqué, avoir augmenté son capital à hauteur de 2,5 milliards de francs. Ce montant lui permettra de finaliser son unité de fabrication de chocolat "TREE-TO-BAR" basée dans le port d'Abidjan et de financer ses activités industrielles et agricoles. La compagnie qui vise l'équilibre financier en 2020, exploite l'une des plus importantes plantations de cacao en Côte d'Ivoire, via sa filiale SOLEA et entend devenir le chef de file de la production responsable et durable de fèves à travers le monde. Elle possédait, au 30 juin 2018, une superficie de 2580 hectares comptant 800 000 cacaoyers en système irrigué et veut atteindre d'ici la fin de cette année 1,2 million d'arbres plantés et irrigués.

Tunisie/La filière dattes a rapporté 178 milliards de francs en 2018

En Tunisie, les exportations de dattes ont généré 871,3 millions de dinars (environ 178 milliards de francs) durant la campagne 2018/2019 achevée le 30 septembre dernier. L'annonce a été faite par le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche. Cette valeur marque une hausse de 13 % comparativement à la campagne précédente. D'après les autorités, les expéditions en volume ont atteint plus de 120 000 tonnes, dont 9 200 tonnes de dattes biologiques sur une production totale de 288 000 tonnes. Le Maroc reste la destination phare pour le secteur avec un volume de 33 000 tonnes importé soit plus du quart du stock écoulé.

Kenya/Les achats de vêtements d'occasion atteignent 49 milliards de francs au premier semestre 2019

Au Kenya, l'appétit pour les vêtements de seconde main ne se dément pas. Sur le premier semestre de cette année, le pays a alloué une enveloppe de 8,86 milliards de shillings (49 milliards) pour les importations d'articles d'occasion, rapporte Business daily africa. D'après les données du Bureau kenyan des statistiques (KNBS), ce chiffre marque une hausse de 13 % par rapport à la somme consacrée un an plus tôt à la même période (7,8 milliards de shillings). Cette progression d'une année à l'autre intervient alors que le gouvernement a entrepris ces derniers mois de développer la filière textile grâce à des mesures d'incitation comme la facilitation de l'accès au capital pour les entreprises. En 2018, le Kenya a dépensé 170 millions \$ dans l'achat de près de 177 000 tonnes de vêtements.

Rassemblées par W.N.